



Réseau Sud-Sud & Epidémie

## NOTE SUR LA MAURITANIE

**Zakaria Amar [1]**

[1] Spécialiste gouvernance et politique publique, Directeur du Centre africain de recherche en matière de gouvernance, [za@adage.mr](mailto:za@adage.mr)

### Contexte de l'épidémie

Bien que l'épidémie soit apparue en fin de l'année 2019 en Chine, après les premiers cas révélés en Europe à la fin janvier, puis en début mars dans la sous-région maghrébine (Algérie, Maroc et Tunisie), le premier cas d'infection au COVID-19 a été déclaré le 18 mars à Nouakchott sur un cadre australien d'une entreprise minière de retour des îles canaries (Espagne).

Par la suite deux autres cas ont été détectés toujours à Nouakchott respectivement les 25 et 26 mars sur deux voyageurs venant de Las Palmas (Espagne) et de Paris (France). Le 1<sup>er</sup> cas en province a été détecté le 28 mars à Kaédi (Région du Gorgol, frontière du Sénégal) sur un voyageur venant du Sénégal. Le 1<sup>er</sup> décès a été annoncé le 30 mars après un test post mortem sur une femme en quarantaine venant de France deux semaines plutôt. Une dizaine de jours plus tard une jeune étudiante en quarantaine de retour de Paris, asymptomatique, a été déclarée positive.

Le premier cas communautaire a été déclaré le 09 avril sur une femme vendeuse de poisson dans le quartier périphérique de Riad au sud de Nouakchott. Les tests sur 83 contacts de cette dame ont été déclarés négatifs. A la fin du mois d'avril, des sources au Ministère de la Santé ont annoncé la fin de l'épidémie du Covid-19 en Mauritanie et un faux communiqué de félicitations du Directeur général de l'OMS a circulé sur les réseaux sociaux avant son démenti par la représentation locale de l'organisation internationale. Ceci a coïncidé avec la première semaine du Ramadan et le gouvernement a assoupli les restrictions avec la reprise des prières du vendredi et des *Tarawih* (prières collectives quotidiennes du soir pendant le mois du Ramadan), l'ouverture totale des marchés et partielle des restaurants et la réduction du couvre-feu.

Malheureusement, on note la découverte presque fortuite, le 12 mai d'un cas positif au Covid-19 sur un homme d'affaires âgé de 75 ans quelques heures avant son décès, après avoir circulé dans plusieurs cliniques privées et être consulté au Centre des maladies cardio-vasculaires. Ceci a été le déclencheur de la deuxième phase de l'épidémie en Mauritanie. En une semaine, 132 nouveaux cas sont détectés majoritairement à Nouakchott mais également dans plusieurs autres régions du pays. A Nouakchott, la majorité écrasante constitue des cas contacts des cas 9 et 16<sup>1</sup>. A Kiffa, deuxième ville du pays, c'est un technicien de maintenance du Ministère de la santé venant de Nouakchott testé positif qui a contribué à la propagation de la maladie principalement des patients du service de dialyse de l'hôpital régional.

### I. Principales décisions du gouvernement pour faire face à la pandémie

Dès la première semaine du mois de mars, le gouvernement entame des contrôles dans les aéroports et aux postes frontières avec des relevés de températures des voyageurs qui devaient en plus retracer brièvement l'historique de leurs déplacements au personnel médical présent. Dès le 16 mars, le gouvernement décide de la mise en quarantaine de 14 à 21 jours de tous les voyageurs par voie

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'une femme employée de Banque âgée de 35 ans qui a été à l'origine de la propagation du virus dans deux communes de Nouakchott ;

aérienne et terrestre aux frais de l'Etat dans des hôtels et résidences hôtelières. Le gouvernement annonce la fermeture de l'espace aérien et des frontières terrestres le 18 mars à 00h00.

Après les premiers cas, d'autres restrictions sont décidées comme l'interdiction des prières du vendredi à partir du 26 mars (les mosquées restant ouvertes), un couvre-feu de 18h00 à 06h00 du matin avait été instauré après la fermeture des frontières. Ensuite, le gouvernement a interdit la circulation entre les régions à compter du 29 mars et a déclaré l'isolement de la ville de Kiffa après la détection du 1<sup>er</sup> cas. Tous les marchés sauf les commerces de denrées alimentaires et toutes les enceintes de services (coiffure, menuiseries, restaurants, etc.) ont été fermés. Un fond spécial pour affronter la crise a été mis en place, l'Etat a débloqué l'équivalent de 63 M€ et les hommes d'affaires et fonctionnaires ont contribué pour environ 15M €. Des distributions de denrées alimentaires et de produits pour le nettoyage et la désinfection des lieux publics sont effectuées à large échelle. Après le début de la phase II, le gouvernement a confié à l'armée l'application stricte de l'isolement de la capitale et de la deuxième ville ainsi que le déploiement d'hôpitaux de campagne dans chaque capitale régionale pour recevoir les personnes qui ont des symptômes de contamination au virus. Aussi la prière du vendredi est de nouveau interdite.

## **II. Attitudes des populations par rapport aux mesures barrières décidées par les autorités**

Dans la pratique, ces mesures sont largement contestées par les religieux (pour la prière du vendredi) et par divers segments de la population pour les autres mesures. C'est ainsi qu'il y a eu des mouvements réguliers sur les frontières où des dizaines de personnes ont réussi à rentrer sur le territoire national avec quelquefois la complicité de forces de l'ordre et des transporteurs qui s'en sont donnés à cœur joie pour multiplier les prix par 5 voire 10 dépendant des destinations<sup>2</sup>. De fausses attestations médicales ont permis à des centaines de personnes de rentrer à Nouakchott pour passer le Ramadan car y il fait moins chaud en raison de la proximité de l'océan. Beaucoup de commerçants ont continué à servir leur client en cachette (coiffeurs, menuisiers, etc.). D'ailleurs, deux des cas positifs détectés en province sont des personnes qui sont venues illégalement de Nouakchott bien entendu avec des complicités des forces de sécurité, d'autres ont obtenu des autorisations de la DGSN (Direction Générale de sureté nationale) sur base de motifs fallacieux.

Pour les autres mesures barrières, il semble que les populations ont bien accepté de ne plus saluer avec la main et de procéder au lavage régulier des mains avec du savon et l'utilisation de l'eau de javel. Cependant, la distanciation sociale n'est pratiquée que marginalement, les populations s'entassent encore dans les taxis, font des queues presqu'au corps à corps dans les boulangeries. Il faut également noter qu'il y a une différence fondamentale entre les zones urbaines et les zones rurales où aucune de ces dernières mesures n'est appliquée. Par exemple, les gens continuent de faire toutes les prières dans les mosquées.

Toutefois, après la recrudescence des cas testés positifs au COVID-19, on remarque une utilisation très importante des masques. Mais la majorité préfère les turbans (pour les hommes) et les *melehfa* (pour les femmes) et les considère comme équivalent aux masques. On observe également le port systématique de gants de protection chez des vendeurs, le respect de la distanciation physique et une certaine psychose règne emmenant les populations à réduire fortement leur déplacement.

## **Conclusion**

Depuis que le Ministre de la santé s'est mis en quarantaine suite à la contamination d'un des directeurs au Ministère, il y a une polémique grandissante sur la gestion de la crise notamment après la phase 2 et des journalistes de chaînes de télévision publique ont même épinglé le Ministre dans deux interviews via le téléphone et Skype.

Les *bloggeurs* des réseaux sociaux dénoncent régulièrement le manque de professionnalisme et les nombreuses erreurs commises par le Ministère de la Santé. Ils réclament plus de transparence dans la gestion sanitaire, sociale et économique de la crise.

---

<sup>2</sup> Il est à noter que l'interdiction de la circulation entre les villes ne concernait pas le transport de marchandises et les évacuations sanitaires.